

ces pays et les régions limitrophes des millions de gens vivent dans la malpropreté, la pauvreté, le dénuement et le besoin, notamment ceux du monde arabe. C'est ce qui donne à cette région son caractère explosif et révolutionnaire. Dans ces pays, une foule de paysans et de gens ordinairement déprimés manifestent une véritable détermination à secouer le joug de ceux, qu'à tort ou à raison, ils considèrent comme leurs oppresseurs impérialistes. Ils veulent se gouverner eux-mêmes et relever leurs propres niveaux de vie.

Je répète qu'à mon avis, nous devrions nous joindre aux éléments de ces pays qui favorisent les méthodes démocratiques et de meilleurs normes d'existence et leur donner tout l'appui possible. Un petit pays de cette région a montré que de grands progrès pouvaient être réalisés au moyen de méthodes démocratiques et progressistes. On songe tout de suite bien entendu au nouvel État d'Israël. Quiconque a suivi le cours des événements en Israël ne peut que s'étonner des immenses progrès réalisés dans ce pays et de la manière dont il est devenu un modèle pour les pays voisins, le Liban, la Syrie, la Transjordanie, l'Égypte et les autres pays orientaux. Si nous devons nous associer avec un pays de la région,—je ne dis pas que nous pourrions le faire aujourd'hui avec succès, à cause de la situation interne d'Israël,—nous devrions nous efforcer de nous associer avec la démocratie qui a adopté notre propre régime parlementaire, celle d'Israël.

Nous nous sommes peut-être aliéné ce pays, il est vrai, et je pense parfois que ce fut maladroitement bien que peut-être il fût nécessaire, pendant la guerre, d'adopter l'attitude prise par les grandes puissances. Quoi qu'il en soit, nous ne devons rien négliger aujourd'hui pour nous associer avec l'État d'Israël, pour en édifier la puissance économique, sociale et autre, afin d'avoir un pays ami vraiment démocratique dans cette région où, Dieu le sait, la démocratie a besoin d'un ami. Cette région compte très peu d'organisations qu'on peut appeler démocratiques.

La région, y compris l'Inde, compte au moins un milliard d'êtres humains qui vivent dans la malpropreté et la misère. Les quatre cinquièmes de ces gens sont des paysans, dont on serait porté à croire qu'ils ont assez de nourriture. Toutefois, comme il leur faut livrer les deux, trois ou même quatre cinquièmes de leurs produits agricoles aux propriétaires fonciers, il vivent dans une pauvreté extrême. Malheureusement, par le passé, nous avons en grande partie fait cause commune avec leurs oppresseurs. Des pou-

[M. Coldwell.]

sées révolutionnaires s'exercent maintenant pour mettre fin à cette misère et à cette pauvreté séculaires.

A mon avis, c'est là plutôt qu'en Europe occidentale que se décidera le sort du monde. Par malheur, l'Union soviétique s'est arrangée, de façon fallacieuse, à mon avis, pour se faire voir par les peuples arriérés de l'Inde, de l'Iran, de l'Arabie séoudite, de l'Iraq, de l'Égypte, du Soudan et des autres pays d'Orient et du moyen Orient comme le seul peuple qui leur apportera la libération et la prospérité. Nous savons fort bien que si l'Union soviétique réussit dans son dessein, les peuples de ces régions ne feront que changer un groupe de dictateurs réactionnaires pour un groupe de dictateurs totalitaires.

C'est pourquoi je fais remarquer au ministre qu'au cours de tous ces pourparlers qui ont lieu, que ce soit aux Nations Unies ou à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, le Canada doit appuyer de plus en plus sur la nécessité d'une aide économique, non seulement aux pays avec lesquels nous sommes associés, mais aussi à ceux qui vivent actuellement dans des conditions inférieures susceptibles de les rendre à tout moment l'objet de la propagande communiste.

Tout en appuyant ce protocole et quoique concevant les dangers que comportent l'élargissement des cadres du traité de l'Atlantique-Nord et l'accroissement de nos engagements, du point de vue territorial, nous nous rendons compte qu'il s'agit ici d'une question des plus importantes pour le Parlement et la population du pays. Je répète que ce n'est pas uniquement,—ou presque,—en fabriquant des armes, en envoyant du matériel militaire outre-mer que nous gagnerons cette lutte mondiale pour la conquête des esprits. La victoire appartiendra de plus en plus à ceux qui peuvent offrir aux masses arriérées, où qu'elles soient,—il y en a même dans notre pays,—la perspective d'un niveau de vie plus élevé, la liberté d'association, la liberté de pensée, la liberté du culte et toutes ces autres libertés qu'elles pourraient échanger contre le mirage de conditions économiques meilleures, contre une dictature absolue qui mènerait le monde à des catastrophes pires que toutes celles que nous avons connues.

Je ne veux pas prolonger la discussion. Ce que j'ai dit, je tenais à le dire. J'ai voulu souligner l'aspect économique de la question pour ce qui est de la Grèce, de la Turquie et des pays arriérés. Ne pensons pas uniquement aux armées qu'il faut établir outre-mer, à la grande quantité de matériel militaire et de canons qu'il faut y envoyer. Car le meilleur parti que nous puissions tirer ici de nos ressources tant humaines que matérielles, c'est peut-être de faire en sorte qu'elles con-